

Affaire Khashoggi : l'enquête accable Riyad

La Turquie presse l'Arabie saoudite de faire la lumière sur le sort de l'éditorialiste critique du pouvoir

BEYROUTH - correspondant

Plus d'une semaine après la disparition du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, qui n'a pas donné signe de vie depuis qu'il a pénétré, mardi 2 octobre, dans le consulat de son pays à Istanbul, la thèse de son enlèvement, voire de son assassinat sur ordre de Riyad, ne cesse de gagner en crédibilité.

L'enquête menée par la police turque, dont la presse locale et anglo-saxonne se sont fait l'écho ces derniers jours, a permis d'identifier les quinze membres de l'équipe qui, selon Ankara, a débarqué de Riyad pour tendre un guet-apens à M. Khashoggi, un critique très en vue du prince héritier Mohammed Ben Salman, l'homme fort du royaume.

Parmi eux figurent des officiers des forces spéciales et de l'armée de l'air saoudiennes, des membres supposés de la sécurité rapprochée de Mohammed Ben Salman, et un médecin légiste, chef de service au sein du ministère de l'intérieur saoudien. Les enregistrements de multiples caméras de vidéosurveillance, diffusés mercredi 10 octobre par la télévision turque, ont permis de retracer leurs mouvements dans la ville, durant la journée fatidique du 2 octobre, notamment leur passage au consulat d'Istanbul, où ils sont arrivés peu avant M. Khashoggi.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a pressé Riyad, jeudi 11 octobre, de révéler les images de surveillance de l'intérieur du consulat saoudien prouvant que Jamal Khashoggi en était bien sorti, avertissant que la Turquie ne « pouvait rester silencieuse ». L'entourage du président turc, qui a multiplié les confidences anonymes aux correspondants étrangers à Istanbul et Ankara, insiste sur le fait que le journaliste saoudien, contributeur du *Washington Post* depuis son départ en exil pour les Etats-Unis, a bel et bien été éliminé.

Le *New York Times* affirme même que de hauts responsables sécuritaires turcs ont acquis la conviction que l'ordre de se débarrasser physiquement de Jamal Khashoggi émane du plus haut niveau de la cour royale saoudienne.

Selon un système informatique qui permet de suivre en temps réel l'évolution du trafic aérien dans le monde entier – les bornes radars ADS-B, consultées par *Le Monde* –, cette équipe saoudienne est arrivée sur les bords du Bosphore, le 2 octobre, en deux étapes. Un premier groupe de neuf personnes a atterri vers 3 heures du matin, à bord d'un jet Gulfstream, immatriculé HZ-SK2, loué à la compagnie privée Sky Prime Aviation Services.

ALLÉGATIONS MACABRES

Ces agents sont descendus à l'Hôtel Mövenpick d'Istanbul, et leur passage a été

capté par les caméras de l'hôtel. Ils en sont ressortis entre 9h40 et 9h55 pour rejoindre le consulat saoudien à bord d'au moins une Mercedes noire. Dans l'esprit des enquêteurs turcs, ce timing leur a laissé le temps de se préparer à la venue de M. Khashoggi. Celui-ci s'est présenté à la représentation saoudienne à 13h14, conformément au rendez-vous qui lui avait été donné par le consulat lors d'un premier passage, quelques jours plus tôt, le 28 septembre, selon sa compagnie.

Le second groupe de six officiers arrive, selon nos informations, par un vol commercial charter dans la nuit. Ils prennent une chambre à l'Hôtel Wyndham, où leurs visages sont captés par la vidéosurveillance. En milieu d'après-midi, un peu moins de deux heures après l'arrivée de M. Khashoggi à la représentation saoudienne, un convoi de plusieurs véhicules la quitte.

Un fourgon noir Mercedes, présent à l'entrée du consulat, est notamment filmé prenant la direction de la résidence du consul, plusieurs centaines de mètres plus loin, dans l'enceinte de laquelle il pénètre. La police turque suppute, sans fournir de preuves, que le disparu d'Istanbul se trouvait dans ce véhicule, mort ou vif. Ce jour précis, affirme le quotidien *Sabah*, le personnel de la résidence avait reçu un congé.

Que se passe-t-il alors, derrière les murs blancs du bâtiment ? La presse turque a publié des allégations macabres, évoquant un possible démembrement du journaliste, qui aurait été effectué par le médecin légiste, au moyen d'une scie à os. « Il y a une vidéo du moment où il est tué », a déclaré sur un plateau télévisé Kemal Öztürk, un chroniqueur pro-gouvernemental, citant à l'appui de ses dires une source sécuritaire.

« Ça ressemble à Pulp Fiction », a confié une source officielle turque au *New York Times*, en référence au film de gangsters du cinéaste américain Quentin Tarantino, dans lequel deux tueurs doivent notamment se débarrasser d'un cadavre encombrant. Les autorités d'Ankara n'ont toujours pas expliqué cependant comment elles sont parvenues à cette conclusion tragique. Une vidéo censée montrer des sacs en train d'être transférés dans un véhicule garé devant le consulat, à laquelle des sources ont fait allusion en insinuant qu'ils auraient pu contenir le corps, n'a pas été publiée à ce jour. Ce que l'on sait, c'est qu'un deuxième jet de la compagnie Sky Prime Aviation Services, immatriculé HZ-SK1, atterrit à 17h15 à l'aéroport d'Istanbul, possiblement vide. Il redécalle 1h15 plus tard, avec peut-être une partie du commando, et rejoint Riyad via Le Caire. L'autre appareil de type Gulfstream s'envole, lui, à 22h45, avec probablement le reste de l'équipe, et rallie la capitale saoudienne le lendemain, après une escale à Dubaï.

Signe de possibles hésitations, ou bien d'une volonté de ménager une porte de sor-

tie au royaume saoudien, le quotidien *Sabah*, très proche du gouvernement turc, a évoqué, dans son édition de mardi, un scénar-

io alternatif, selon lequel M. Khashoggi aurait été simplement enlevé, avec l'aide d'un service de renseignement étranger. Riyad continue pour sa part à rejeter ces accusations « scandaleuses », et s'accroche à sa version initiale, à savoir que M. Khashoggi a quitté le consulat d'Istanbul peu après y avoir pénétré, mardi 2 octobre, pour remplir des formalités en vue d'un mariage.

C'est sa fiancée, turque, inconnue de ne pas le voir sortir, qui avait donné l'alerte, mardi en fin d'après-midi. La peur avait augmenté lorsque la police turque avait confirmé, après examen des enregistrements des caméras vidéo disposées autour du consulat, que le dissident saoudien n'avait pas quitté le bâtiment. Le consul n'a pas dissipé les soupçons en offrant, cinq jours plus tard, une visite guidée à l'agence de presse Reuters, au cours de laquelle aucune trace de l'éditorialiste n'a été découverte. Le diplomate a au contraire accentué les craintes, en affirmant à ses visiteurs que le circuit vidéo du consulat n'avait enregistré aucune image le jour de la venue de M. Khashoggi, ce qui paraît improbable.

Dans un message transmis, mardi, à des journalistes américains, l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, Khaled Ben Salman, frère cadet du prince héritier, a dit partager cette inquiétude. « Cela va sans dire que sa famille dans le royaume demeure profondément préoccupée, et nous aussi », écrit-il. Jamal compte de nombreux amis dans le royaume, j'en fais partie, et malgré nos divergences et son choix de vivre dans un soi-disant exil volontaire, nous sommes restés en contacts réguliers lorsqu'il était à Washington. »

INSINUATIONS DE MÉDIAS SAOUDIENS

Les médias saoudiens multiplient les articles visant à discréditer les allégations turques. La chaîne Al-Arabiya, comme d'autres organes pro-Riyad, a insinué que la promesse de M. Khashoggi, qu'il devait épouser d'ici à la fin du mois, a partie liée avec le Qatar, l'ennemi intime du royaume, placé sous embargo depuis plus d'un an. Le quotidien saoudien *Okaz* est allé encore plus loin, en suggérant que M. Khashoggi aurait organisé sa disparition de toutes pièces pour échapper à sa fiancée... Un écran de fumée qui masque mal le silence assourdissant du palais royal sur les agissements, le 2 octobre, à Istanbul, de ses quinze officiers de sécurité.

Le puzzle de l'énigme Khashoggi n'est pas complet. Des pièces manquent pour incriminer définitivement le royaume saoudien. Mais, à l'heure actuelle, c'est vers lui que tous les soupçons se dirigent. « Le gouvernement saoudien semble avoir ménagé suffisamment d'ambiguïtés qui lui permettent de démentir tout assassinat de Jamal Khashoggi, et suffisamment de clarté pour que les dissidents à travers le monde comprennent le message », estime Kenneth Roth, le directeur de l'organisation Human Rights Watch. ■

BENJAMIN BARTHE

ET MADJID ZERROUKY (À PARIS)

La Maison Blanche réagit a minima, le Congrès américain hausse le ton

APRÈS AVOIR TARDÉ à réagir, la Maison Blanche s'est efforcée de montrer, mercredi 10 octobre, qu'elle prend au sérieux la disparition du Saoudien Jamal Khashoggi, à la suite d'un rendez-vous dans un consulat du royaume en Turquie, une semaine plus tôt. «*Nous voulons savoir ce qu'il se passe là-bas*», a affirmé dans la matinée Donald Trump. Le président américain a assuré que son administration s'était entretenue «*plus d'une fois*» avec les autorités saoudiennes à propos de ce critique du régime, qui s'était exilé aux Etats-Unis par mesure de sécurité.

Alors que les hypothèses les plus alarmantes sont alimentées par la Turquie, la porte-parole de la Maison Blanche, Sarah Sanders, a précisé que ces contacts avaient été pris par le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, ainsi que par le conseiller et gendre du président, Jared Kushner, et le secrétaire d'Etat, Mike Pompeo. Tous ont évoqué cette disparition avec l'homme fort du régime, le prince héritier Mohammed

Ben Salman. Ils ont notamment demandé «*plus de détails*» et «*la transparence*» de Riyad concernant «*l'enquête*» jugée désormais nécessaire.

Il est peu probable cependant que l'affichage de cette préoccupation suffise à convaincre le Congrès. Plus de 20 sénateurs, républicains comme démocrates, ont en effet demandé, le même jour, à la Maison Blanche d'ouvrir sa propre enquête. Ils s'appuient sur une loi autorisant l'imposition de sanctions aux responsables d'exécutions extrajudiciaires, de tortures ou d'autres violations flagrantes des droits humains. Ce Global Magnitsky Human Rights Accountability Act avait été adopté après la mort suspecte d'un ressortissant russe en prison en 2009.

Trump en difficulté

Résumant le sentiment général au Congrès, où les élus ont manifestement pris connaissance de documents classifiés défavorables à Riyad, le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, Bob

Corker (Tennessee, républicain), a critiqué avec virulence les explications fournies jusqu'à présent par les Saoudiens. «*Tous les éléments renvoient vers eux*», a-t-il estimé.

Son collègue démocrate, Chris Murphy (Connecticut), a assuré que si la thèse d'un enlèvement et d'un assassinat est avérée, «*il sera temps que les Etats-Unis repensent leurs relations militaires, politiques et économiques avec l'Arabie saoudite*». Rand Paul (Kentucky) critique de longue date de Riyad, a promis, de son côté, de tenter de bloquer des ventes d'armes américaines à l'Arabie saoudite.

Cette pression met le président en difficulté. Donald Trump n'a cessé de mettre en avant la qualité de sa relation avec l'Arabie saoudite, qui partage avec lui la détestation de l'Iran, tout en critiquant ponctuellement le coût des engagements de sécurité pris par les Etats-Unis vis-à-vis du royaume. Son gendre, Jared Kushner, a tissé, quant à lui, une relation de grande proximité avec le prince héri-

tier. Il compte sur son aide pour convaincre les Palestiniens de reprendre les négociations avec Israël, sur la base d'un plan dont il a la charge.

Mais l'Arabie saoudite est depuis longtemps dans le collimateur du Congrès sur un autre dossier: son intervention militaire au Yémen. Des élus démocrates et républicains avaient échoué, en mars, à faire adopter une résolution qui visait à mettre fin à l'appui logistique que Washington apporte à Riyad dans cette guerre. Le Sénat a depuis adopté une disposition qui oblige le département d'Etat à certifier que les gouvernements d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis mettent tout en œuvre pour mettre fin au conflit, alléger la crise humanitaire et protéger les civils.

La réponse apportée en septembre par le secrétaire d'Etat n'a cependant pas du tout convaincu les élus. L'affaire Khashoggi leur donne l'occasion de prendre une nouvelle fois leurs distances avec Donald Trump. ■

GILLES PARIS

(WASHINGTON, CORRESPONDANT)

Arabie saoudite: d'autres disparitions mystérieuses

Des Saoudiens vivant en exil ont été ramenés de force dans le royaume, sans plus jamais donner signe de vie

BEYROUTH - correspondant

Les éléments à charge s'accumulent faisant craindre que l'éditorialiste saoudien Jamal Khashoggi ait été enlevé, voire assassiné, lors de son passage, le 2 octobre, au consulat de son pays à Istanbul. Mais un autre élément accréditant cette hypothèse relève du fait que, par le passé, le royaume s'est déjà livré à ce genre d'opération expéditive. Selon des enquêtes convergentes de *the Guardian* et de la BBC, en l'espace de cinq mois, entre septembre 2015 et février 2016, trois princes saoudiens, qui vivaient en exil en Europe, ont été ramenés de force dans leur pays et ne sont pas réapparus depuis.

Le plus haut placé d'entre eux, Sultan Ben Turki Ben Abdelaziz, en conflit avec la monarchie, a été déporté vers Riyad alors qu'il se trouvait dans un jet privé mis à sa disposition par le consulat saoudien de Paris. L'appareil était censé rejoindre Le Caire, où le prince avait prévu de rendre visite à son père. La chaîne britannique a produit des témoignages de membres étrangers de son entourage, présents ce jour-là dans l'avion, racontant la panique de leur patron lorsqu'il a découvert qu'il faisait route vers le royaume, et son arrestation par des hommes en armes à son atterrissage à Riyad.

L'impulsif Mohammed Ben Salman

Saud Ben Saïf Al-Nasr, grand amateur de casinos et de palaces et auteur de Tweet hostiles au pouvoir royal, est tombé dans un guet-apens similaire. Au lieu d'atterrir à Rome, où on lui avait fait miroiter la signa-

ture de juteux contrats, l'avion privé dans lequel il avait pris place s'est posé à Riyad. Turki Ben Bandar, pour sa part, un ancien haut gradé de la police, qu'un contentieux foncier opposait à la famille royale et qui postait des vidéos sur YouTube appelant à des réformes, a été discrètement arrêté au Maroc par les autorités locales, puis transféré vers l'Arabie saoudite.

«*Ces disparitions forcées s'apparentent à des règlements de comptes internes à la dynastie royale*, précise Yahya Al-Assiri, membre de l'ONG de défense des droits de l'homme saoudienne ALQST, qui réside à Londres. *Dans le cas de Jamal, le modus operandi est le même, mais la cible est un simple citoyen, et l'objectif est plus ouvertement politique.*» Au mois de mai, un citoyen saoudien ne jouissant pas de la notoriété de

M. Khashoggi, Nawaf Talal Al-Rashid, a également disparu dans des conditions similaires. Le jeune homme, résidant au Qatar, pays dont il a la nationalité, et qui descend d'une lignée historiquement opposée à la maison des Saoud, a été arrêté au Koweït, puis expédié en Arabie saoudite. Il n'a pas donné signe de vie depuis.

En mars, Lujain Al-Hathloul, une jeune féministe saoudienne, avait été appréhendée par la police d'Abou Dhabi, où elle effectuait des études, puis ramenée sous bonne garde en Arabie. Quelques semaines plus tard, elle était emprisonnée en compagnie d'autres militantes pour les droits des femmes, tandis que son mari, l'humoriste vedette de l'internet saoudien, Fahad Al-Buteiri, était renvoyé de force d'Amman vers Riyad et divorçait

d'elle dans la foulée.

Ces différentes histoires portent la marque de l'impulsif Mohammed Ben Salman, adepte, en politique intérieure comme extérieure, de pratiques aussi peu orthodoxes qu'elles sont musclées. C'est à lui que l'on doit la dévastatrice offensive au Yémen, en mars 2015, la mise en quarantaine du Qatar, le mouton noir du Golfe, en juin 2017, et la vraie-fausse démission du premier ministre libanais, Saad Hariri, en novembre 2017: un épisode rocambolesque qui a quelques traits communs avec les cas exposés plus haut.

Attiré dans la capitale saoudienne au motif d'un entretien urgent avec le souverain, le premier ministre libanais avait été forcé de lire un discours de démission à la télévision, et retenu contre son gré pendant plusieurs jours. Ce n'est qu'après l'intervention d'Emmanuel Macron, le président français, qu'il avait pu quitter le royaume, avant de regagner Beyrouth et de récupérer son poste de chef du gouvernement.

Mais l'événement avec lequel l'affaire Khashoggi entretient le plus de ressemblances remonte à 1979. Il s'agit de la disparition, à Beyrouth, de l'historien Nasser Saïd, un célèbre opposant saoudien d'obédience nassérienne, partisan de l'instauration d'une République. En dépit des dénégations de Riyad, la version qui prévaut à ce jour affirme qu'il a été kidnappé par un cadre de l'Organisation de libération de la Palestine, à la solde de l'Arabie saoudite. L'homme aurait été ensuite drogué et expédié par avion vers le royaume, où il aurait été assassiné. ■

B. BA.